

Pétitions

● (1750)

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur le Président, comme j'en ai le devoir à titre de député à la Chambre des communes, je désire présenter une pétition de la part de résidents de la belle circonscription de North Vancouver-Burnaby. La pétition, signée par des Canadiens qui se préoccupent de la situation, a pour objet de signaler à la Chambre que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens et de réclamer qu'on déclenche immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral.

Les pétitionnaires espèrent que M^{me} le Président trouvera leur pétition conforme aux exigences du Règlement, qu'elle comprendra l'urgence et le désespoir de leur demande et qu'elle usera des pouvoirs discrétionnaires que lui confère son poste pour transmettre le plus tôt possible cette pétition à Son Excellence le Gouverneur général.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur le Président, j'ai le devoir de présenter une pétition à l'honorable Chambre des communes en Parlement assemblée. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter à l'honorable Chambre des communes ici réunie un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral.

A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, j'ai le privilège unique et extraordinaire de présenter une pétition au nom des citoyens avisés et intelligents de la localité de Windsor dont le ministre et député était à la Chambre il y a quelques instants. Ces bons citoyens de Windsor s'adressent à l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, qui se prévalent maintenant de leur droit séculaire et incontesté de présenter à l'honorable Chambre des communes un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède, déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, les soussignés, vos pétitionnaires, demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. BENJAMIN—LE MAINTIEN DU TARIF DU PAS DU NID-DE-CORBEAU

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, afin d'accélérer la présentation des pétitions, j'en présenterai

deux que j'aurais dû remettre au député de Moose Jaw (M. Neil), le sachant un ardent défenseur du tarif du Nid-de-Corbeau.

M. le vice-président: Le député daignerait-il présenter sa pétition?

M. Benjamin: Avec plaisir, monsieur le Président. Il s'agit de deux pétitions signées par 37 citoyens de Chaplin, Central Butte, Moose Jaw et Ottawa qui déclarent humblement à la Chambre des communes du Canada que les soussignés ont étudié attentivement le projet présenté par le Nouveau parti démocratique. A ces causes, ils demandent humblement qu'il plaise au Parlement d'adopter les dispositions du projet du NPD de façon que le tarif statutaire du Pas du Nid-de-Corbeau soit maintenu d'ici la tenue d'élections générales et qu'on améliore toutes les lignes de chemin de fer du Canada afin de nous doter un réseau de transport moderne et efficace.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter à l'honorable Chambre des communes du Canada une pétition des soussignés citoyens du Canada qui se prévalent maintenant de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun à l'honorable Chambre des communes, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Ils déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, les soussignés, vos pétitionnaires, demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier. Cette pétition est signée par 23 citoyens de Fairmount en Colombie-Britannique, de Spruce Grove en Alberta, de Radium en Colombie-Britannique, de Bawlf en Alberta, de Calgary, d'Edmonton, de Canal Flats et de Winnipeg au Manitoba.

M. John Thomson (Calgary-Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition à l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée. Les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède, et ils déclarent humblement: attendu que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens; attendu qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible; attendu que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral, à ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier. Cette pétition, datée du 27 octobre 1983, porte la signature de 25 résidents de Kamloops, en Colombie-Britannique; de Barrie, en Ontario; de Huntsford, en Colombie-Britannique et d'Edmonton, en Alberta.